

La démission du pays légal.

Article rédigé par *François Marcilhac*, le 26 juillet 2016

[Source : La Faute à Rousseau]

« Ce qui nous menace, c'est la montée des populismes » : les Français étaient dûment alertés par le chef de l'Etat en personne, au cours de son traditionnel entretien du 14 juillet, sur les dangers pesant sur eux. C'était quelques heures avant qu'une Chance pour la France « radicalisée » ne participe à sa façon à la fête nationale en déboulant au volant de son camion sur la célèbre Promenade des Anglais, à Nice, massacrant quatre-vingt-quatre promeneurs — bilan encore provisoire à cette heure.

Certes, Hollande avait consenti du bout des lèvres que « *la menace terroriste n'est pas moins importante* », mais Valls n'a-t-il pas prévenu les Français dès janvier 2015 qu'il faut désormais s'habituer à « *vivre avec* » ? C'est lassant de devoir toujours se répéter. Proroger l'état d'urgence après le 26 juillet ne servirait donc à rien. A minuit, le discours avait changé.

LA COLÈRE DU PAYS RÉEL

Le cérémonial est désormais bien rôdé. Une intervention télévisée en pleine nuit, le cheveu brossé de frais en arrière et la mine endeuillée, le soutien, y compris financier, assuré aux familles des victimes et aux blessés (après la gestion sociale du chômage, la gestion sociale du terrorisme), l'annonce de (la prorogation de) l'état d'urgence, l'appel à l'unité nationale et à des réactions dignes, puis un déplacement sur les lieux du massacre, Hollande, Valls, Cazeneuve, dans l'ordre ou le désordre, chacun courant sa longueur dans ce tiercé funèbre, avec pour seule préoccupation d'éviter tout trébuchement puisque, de toute façon, il faut s'habituer à vivre — et mourir — « *avec* » !

Sauf que cela ne marche plus. Valls et les membres du gouvernement se sont fait copieusement huer par nos compatriotes, sur la Promenade des Anglais, lundi, au cours de l'hommage national. « *Indigne !* », s'est exclamé notre donneur professionnel de leçons, avec le regard hébété d'un Ceausescu soudainement conspué par la foule. Le pays réel a osé contester son autorité ! Hollande a eu raison de nous prévenir : « *Ce qui nous menace, c'est la montée des populismes* ».

PASSIVITÉ ET SOUMISSION

Devant le trop-plein de cadavres, les Français ne tolèrent plus qu'on se moque d'eux. Car, pour être Churchill, il ne suffit pas de déclarer à nouveau, cette fois dans *Le Journal du dimanche* (17 juillet) : « *Je dois la vérité aux Français : le terrorisme fait partie de notre quotidien pour longtemps* ». Les larmes et le sang que Valls nous promet ne sont pas ceux que la lutte apporte avec soi : ils sont les fruits de la passivité et de la soumission, l'honneur en moins. Son seul objectif ? Réussir jusqu'au printemps 2017 à dédouaner l'exécutif des prochains carnages. Les appels à la cohésion et à l'unité nationales de Hollande sont de la même eau : entacher moralement toute critique de l'inaction gouvernementale. Une instrumentalisation politicienne du patriotisme qui donne la nausée. Le roi est nu désormais. Et la colère monte.

Car ce sont bien les mots de passivité devant l'ennemi et de soumission aux événements qui viennent à l'esprit quand on entend Valls donner des leçons de stoïcisme au pays réel pour mieux réserver son air martial — ne sommes-nous pas en guerre ? — non pas aux islamistes présents par milliers sur le territoire national ou aux délinquants étrangers encore plus nombreux, mais à ceux qui oseraient critiquer l'action de l'exécutif. « *Je ne veux pas de polémiques inutiles* », a-t-il asséné. Se croit-il le vizir du nouveau sultan de Turquie pour « vouloir » ou « ne pas vouloir » ce qui relève encore, du moins en France, de la liberté d'expression et de la presse ? Quant à son autorité morale, qu'en reste-t-il avec son refus de prendre les mesures qui s'imposent en termes de fermeture des frontières, de déchéance de nationalité, d'expulsion des délinquants étrangers — le cas de Nice —, de binationalité, de réforme du renseignement et de renseignement pénitentiaire — un « *plum-pudding* » pour le très compétent Cazeneuve — de traitement des radicalisés, — la calinothérapie ne suffit manifestement pas — ou de surveillance efficace des sujets à risque, sans compter les retours de Syrie ? Depuis l'affaire Merah en 2012, tous les terroristes sont des Chances pour la France. Ce n'est pas nous qui le disons : ce sont les faits.

LA LOURDE RESPONSABILITÉ DE SARKOZY ET HOLLANDE

Ce terrorisme islamiste sur notre sol est la conjonction d'une politique étrangère criminelle, dont Sarkozy et Hollande partagent la lourde responsabilité, et d'une immigration incontrôlée, qu'ils ont favorisée en même temps que le communautarisme islamique. Comment ne pas être indigné de voir Sarkozy, le 15 au soir, à la cathédrale de Nice, lui qui, en tant que ministre de l'intérieur, a supprimé la prétendue double peine, ce qui fait de la France un sanctuaire international pour les racailles, dont le tueur du 14 juillet, puis organisé, en tant que président de la république, l'invasion migratoire de la France et la déstabilisation de la Libye, avant de soutenir celle de la Syrie ? Faut-il rappeler qu'il a toujours publiquement regretté que la France n'ait pas participé à l'invasion américaine de l'Irak, cause directe de l'émergence de l'Etat islamique ? Est-il besoin d'insister sur ses liens, toujours actifs, avec les Etats du Golfe financeurs du terrorisme islamiste ? Hollande n'a fait que poursuivre, voire aggraver la politique entamée par Sarkozy, y compris en matière de complicité avec le Qatar ou l'Arabie Séoudite. Après tout, les islamistes faisaient du « *bon boulot* » en Syrie, comme l'a déclaré un jour Fabius, alors aux affaires étrangères. Le problème, c'est qu'ils ont commencé à faire du « bon boulot » aussi en France...

Oui, le mot qui traduit le mieux cette complicité passive du pays légal avec l'ennemi, est bien celui de démission. Ou plutôt de désertion, puisque nous sommes en guerre. Empêtré dans son idéologie droit-de-l'homme, immigrationniste, mondialiste, ses compromissions étrangères douteuses, souvent sonnantes et trébuchantes, son atlantisme servile, sa soumission à l'hégémonie allemande — Hollande et Sarkozy solidaires de Merkel dans l'accueil d'un million de pseudo réfugiés [1] —, son indifférence au destin d'une nation à laquelle il ne croit plus, son mépris de classe du pays réel, le pays légal a démissionné, si bien que l'Etat, qu'il a confisqué, ne remplit plus sa fonction première, qui est de protéger les Français de l'invasion étrangère. Le terroriste islamiste est désormais chez lui chez nous, les zones de non-droit lui servant à se dissimuler comme les caches du désert algérien protégeaient naguère le GIA — des zones de non-droit dont la loi « égalité et citoyenneté » (sic) en cours d'examen au Parlement imposera la dissémination sur tout le territoire. Les plus grands massacres sont à venir.

QUE VEUT LE PAYS LÉGAL ?

Le 18 juillet 1936, il y a quatre-vingts ans, les premières troupes du général Franco débarquaient dans le sud de l'Espagne. Personne jusque-là n'avait pu mettre en cause son légalisme. Jusqu'au jour où il lui fallut choisir entre deux loyautés qui d'ordinaire se complètent mais étaient devenues antinomiques : la loyauté envers l'Etat, la loyauté envers le peuple. Depuis des mois, la république laissait massacrer les opposants, les religieux, les simples citoyens par milliers. A un moment donné, il a dû penser que cela suffisait. En décidant d'armer « le peuple » et les « milices ouvrières », la république faisait alors le choix de la guerre civile.

Ce qui est sûr, c'est que nous n'en voulons pas pour la France. Mais que veut le pays légal ? •

[1] Ce mardi 19 juillet nous apprenons qu'un bébé Merkel — un mineur « réfugié » afghan — a agressé lundi soir à la hache des voyageurs dans un train bavarois... Vérité islamiste en-deçà ...et au-delà du Rhin ! Ce même mardi, en France, un islamiste a agressé une mère et ses trois filles dans un village de vacances, dont les tenues lui déplaisaient... Encore un déséquilibré ?